



LA CIBLE A COMBATTRE DOIT ETRE LE VIRUS ET PAS LES TRAVAILLEUR·EUSE·S

NON A LA REGRESSION SOCIALE ET DES LIBERTES !

La crise sanitaire a mis en avant les limites et les conséquences désastreuses de décennies de politiques libérales menées pour le seul profit des intérêts capitalistes. Une nouvelle fois nous mesurons l'acharnement mis en œuvre pour inventer de nouvelles contraintes et de nouvelles diversions afin de poursuivre des politiques néfastes aux salariés. Dernière en date : l'extension du passe sanitaire et l'obligation de vaccination.

Les politiques de santé actuelles vont-elles sérieusement permettre d'endiguer la pandémie mondiale de Covid 19 ?

Pour nous c'est non ! C'est par une politique de santé publique ambitieuse que nous sortirons au plus vite de cette crise sanitaire.

Or les politiques de ces dernières décennies n'ont eu cesse de mettre à mal notre système de santé en réduisant les moyens humains et matériels dans les établissements (- 69 000 lits et - 110 000 emplois en 15 ans dans les établissements hospitaliers), et ce malgré les mobilisations des salariés depuis plus de deux ans pour demander des embauches et des ouvertures de lit. Le système est au bord de l'implosion.

L'accès aux soins pour toutes et tous est en recul dans l'Aube.

Enfin nous ne pourrions mettre fin à cette crise sanitaire sans mesures prises à l'échelle planétaire, notamment en levant la propriété des brevets pour rendre accessible à toutes et à tous les vaccins.

Il est inadmissible que cette crise sanitaire serve de prétexte à la dégradation des droits fondamentaux des travailleuses et des travailleurs

Il est inadmissible que les employeurs puissent contrôler l'état de santé des salariés et suspendre unilatéralement leur contrat de travail et leur rémunération, à la seule présomption de maladie, sans avis du médecin du travail. Au final, la loi fragilise encore davantage le contrat de travail et aggrave le rapport de subordination en renforçant le pouvoir des employeurs vis-à-vis des salarié.e.s.

Alors que ces enjeux relèvent des politiques de prévention et de santé publique, le gouvernement persiste à renvoyer aux seuls individus l'endiguement de la pandémie.

Il est inadmissible que cette crise serve de prétexte à une nouvelle casse sociale et démocratique

Le 12 juillet, en pleine période estivale, le président Macron nous annonce la mise en place rapide du passe sanitaire mais aussi de nouvelles mesures de casses sociale et démocratique : réforme de l'indemnisation du chômage dès octobre et des retraites avant la fin de la mandature.

La CGT réaffirme ses priorités : le progrès social et sanitaire partout dans le monde

Nous appelons les salarié·e·s à se mobiliser dans les prochaines semaines pour le renforcement des services publics, pour l'augmentations des moyens dans les hôpitaux publics, pour la relocalisation des productions industrielles stratégiques, notamment médicales, le re-développement de la recherche scientifique publique actuellement remise en cause et de nouveaux conquits sociaux : 32h00, augmentation des salaires, Smic brut à 2000 € et égalité salariale femme-homme.

On nous fait croire que c'est impossible, alors que les plus favorisés s'en sortent fort bien. Ils détiennent désormais un patrimoine de 1 000 milliards d'euros, gonflé de 30% en douze mois.